



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.916/2/V
du 29 août 2018

advies 63.916/2/V
van 29 augustus 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal
'déterminant le modèle de carte
d'identification et la procédure
de distribution et de suspension
ou retrait de la carte
d'identification des gardiens de
la paix à titre de sanction'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van het
model van identificatiekaart en
van de procedure tot verdeling
en schorsing of intrekking van
de identificatiekaart van de
gemeenschapswachten bij
wijze van sanctie'

Le 16 juillet 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 31 août 2018, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant le modèle de carte d'identification et la procédure de distribution et de suspension ou retrait de la carte d'identification des gardiens de la paix à titre de sanction'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 29 août 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Florence PIRET, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 août 2018.

*

Op 16 juli 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 31 augustus 2018 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het model van identificatiekaart en van de procedure tot verdeling en schorsing of intrekking van de identificatiekaart van de gemeenschapswachten bij wijze van sanctie'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 29 augustus 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Florence PIRET, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 augustus 2018.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions est requis conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire' puisqu'il ressort de la note adressée à l'Inspection des Finances que le projet d'arrêté royal est de nature à entraîner des dépenses nouvelles.

2. L'article 3 de l'arrêté royal du 29 août 1985 'déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités' considère comme règlement de base ayant trait au statut administratif « 4^o le régime disciplinaire ».

Les articles 11 à 17 du projet d'arrêté fixent la procédure de retrait, à titre temporaire ou définitif, de la carte d'identification d'un gardien de la paix dans l'hypothèse où ce dernier ne respecte pas la loi, ses arrêtés d'exécution ou le règlement d'ordre intérieur. La loi en cause est celle du 15 mai 2007 'relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale'. Celle-ci contient notamment des règles qui déterminent les droits et devoirs qui régissent la profession de gardien de la paix, la conduite que ce dernier doit adopter ainsi que les rapports qu'il doit entretenir avec le public et les services de police. Ces règles peuvent être qualifiées de règles de déontologie qui sont propres à la profession de gardien de la paix ¹.

Quant au règlement d'ordre intérieur que le gardien de la paix se doit également de respecter, l'article 9 de la loi du 15 mai 2007 prévoit explicitement qu'il doit contenir les « règles de déontologie auxquelles les gardiens de la paix et les gardiens de la paix-constatateurs doivent satisfaire ».

Comme le révèle l'intitulé même de l'arrêté en projet, le retrait de la carte d'identification est envisagé « à titre de sanction ». Dans les travaux préparatoires de la loi du 15 mai 2007, il est également fait état, dans l'exposé des motifs, de ce qu'« il [...] revient [à l'autorité locale] de veiller à ce que ces agents [les gardiens de la paix] exercent leurs missions

¹ Par exemple, l'article 15 de la loi du 15 mai 2007 prévoit ce qui suit :

« Les gardiens de la paix et les gardiens de la paix-constatateurs portent sans délai à la connaissance de la police locale relevant du territoire sur lequel ils exercent leurs missions tous les faits qui constituent un délit ou un crime. Chaque fois qu'un fonctionnaire d'un service compétent en fait la demande, les gardiens de la paix fournissent les renseignements dont ils ont connaissance dans le cadre de leurs activités. Les obligations visées au présent article sont exercées conformément au règlement d'ordre intérieur ».

dans le respect du présent texte et de prendre en tout état de cause les sanctions qui s'imposent en cas de non-respect de celui-ci »².

Dans l'hypothèse où elle est infligée pour violation d'une obligation déontologique, la sanction est de nature disciplinaire.

Il s'ensuit que, conformément à l'article 2, § 2, de la loi du 19 décembre 1974, les articles 11 à 17 du projet d'arrêté doivent faire l'objet d'une négociation syndicale.

Il ne ressort pas du dossier que cette formalité aurait été accomplie.

3. L'auteur du projet veillera à l'accomplissement des formalités préalables précitées et en fera mention dans le préambule.

Si, au terme de cette consultation, l'avant-projet devait être modifié sur le fond sur des points indépendants de ceux résultant du présent avis, il devrait à nouveau faire l'objet d'une demande d'avis auprès de la section de législation du Conseil d'État.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007 prévoit que le modèle de la carte d'identification dont sont porteurs les gardiens de la paix et les gardiens de la paix-constatateurs est « fixé par le ministre de l'Intérieur ».

Compte tenu de cette disposition légale, il n'appartient pas à l'arrêté royal en projet de fixer ce modèle³.

Par conséquent, l'article 2 du projet sera omis, ainsi que l'annexe qui y est liée, et les mots « le modèle de carte d'identification et » seront supprimés dans l'intitulé du projet.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Les termes « suspension ou » doivent être omis de l'intitulé puisque l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007 ne vise que le retrait « à titre temporaire ou définitif » de

² Projet de loi 'relatif à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la Nouvelle loi communale', exposé des motifs, *Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 51-3009/001, pp. 18 et 19 (commentaire de l'article 17).

³ Voir en ce sens l'avis n° 40.694/1 donné le 29 juin 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 novembre 2006 'fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût du sang humain total et de certains produits sanguins labiles', observation n° 3 sur la portée et le fondement juridique du projet, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/40694.pdf>.

la carte d'identification, à titre de sanction à infliger au gardien de la paix qui ne respecte pas la loi, ses arrêtés d'exécution ou le règlement d'ordre intérieur.

PRÉAMBULE

1. Les alinéas 1^{er} et 2 du préambule visent respectivement les articles 12 et 17 de la loi du 15 mai 2007 comme fondements juridiques du projet examiné.

En ce qui concerne la référence à l'article 12 de la loi du 15 mai 2007, il y a lieu de constater que cette disposition ne confère aucune habilitation particulière au Roi pour adopter les normes figurant dans le projet examiné. Si les articles 3 à 5, en ce compris l'article 4 ne figurant que dans la version néerlandaise, 7 à 10 et 20 du projet exécutent l'article 12 de la loi du 15 mai 2007, c'est sur la base de l'article 108 de la Constitution, lequel doit donc aussi être visé au préambule du projet en conjonction avec l'article 12 précité.

Par conséquent, les deux premiers alinéas du préambule seront rédigés comme suit :

« Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119*bis* de la nouvelle loi communale, les articles 12 et 17, §§ 1^{er} et 2 ; ».

2. Il y a lieu de rédiger l'alinéa 3 comme suit :

« Vu l'avis 63.916/2/V du Conseil d'État, donné le 29 août 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »⁴.

3. Il est renvoyé aux observations formulées sous les formalités préalables et à la nécessité de compléter le préambule pour y faire état de l'accomplissement de toutes les formalités qui sont juridiquement obligatoires.

4. Dans la formule de proposition, les mots « et de l'avis de Nos Ministres réunis en Conseil » seront omis.

En effet, le projet d'arrêté ne doit pas faire l'objet d'une délibération en Conseil des ministres. Le dossier à l'examen ne fait d'ailleurs pas état d'une telle délibération⁵.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2, par analogie.

⁵ *Ibidem*, recommandation n° 42.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

La définition figurant au 2° doit être omise car le concept de « commune organisatrice » est déjà circonscrit par l'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007 et, sauf habilitation expresse en ce sens (une telle habilitation fait défaut en l'espèce), il n'appartient pas à un arrêté d'exécution de définir des termes déjà utilisés dans la loi ou de les paraphraser, au risque de dénaturer la notion légale ainsi redéfinie. Par ailleurs, il va de soi, dans le cadre du projet, que la commune organisatrice ne peut être que celle dont il est question à l'article 2 de la loi du 15 mai 2007, de telle sorte que cette définition est en tout état de cause inutile.

Articles 4 à 6 (communs aux textes français et néerlandais)

1. Les dispositions en projet organisent la collecte, la conservation et le traitement de données à caractère personnel par l'« administration », c'est-à-dire par la Direction Sécurité locale intégrale de la Direction générale Sécurité et Prévention du SPF Intérieur. Ces dispositions ont nécessairement une incidence sur la vie privée. Or, il résulte de l'article 22 de la Constitution que seul le législateur peut modaliser le droit à la vie privée ⁶.

Dans la note envoyée à l'Inspection des Finances, il est précisé que cette banque de données doit permettre « d'avoir [...] une meilleure vue sur le nombre effectif de Gardiens de la paix en activité », le « SPF Intérieur ne dispos[ant] pas d'une vue précise du nombre de gardiens de la paix exerçant leur activité après avoir satisfait aux conditions d'exercice définies par la loi ». Si l'article 12 de la loi du 15 mai 2007 fixe les mentions qui doivent figurer sur la carte d'identification des gardiens de la paix et charge le ministre de l'Intérieur de délivrer cette carte, il ne prévoit pas la création d'une base de données « contenant les données de l'ensemble des gardiens de la paix ». Aucune autre loi ne semble procurer de fondement légal à la création de la banque de données envisagée par le projet.

L'article 6, dépourvu de fondement légal, doit donc être omis.

2. Par ailleurs, le paragraphe 2 de l'article 12 de la loi du 15 mai 2007 précise que « la carte d'identification est délivrée par le ministre de l'Intérieur après avoir constaté que l'intéressé satisfait aux conditions mentionnées à l'article 8 ». Or, les données que la commune organisatrice doit transmettre à l'administration et qui figurent à l'article 5 du projet ne sont pas de nature à permettre au ministre de l'Intérieur de constater que les conditions de l'article 8 de la loi sont réunies.

Les articles 4 et 5 doivent être complétés en conséquence.

⁶ La section de législation s'est prononcée en ce sens dans l'avis n° 57.573/4 donné le 17 juin 2015 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant création d'une association de fait dans le cadre du déploiement d'un système de vidéo-protection'.

Article 8

1. La première phrase de l'article 8 doit être omise puisque l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 mai 2007 prévoit, lui-même, que la carte d'identification est valable pour une durée de cinq ans.
2. Conformément à l'article 12, § 2, de cette loi, la procédure de renouvellement devrait permettre au ministre de l'Intérieur de constater que les conditions mentionnées à l'article 8 de la même loi sont toujours réunies avant de délivrer une nouvelle carte d'identification.
3. L'article 8 en projet sera revu à la lumière de ces observations.

Article 9

Il convient d'écrire « la carte » au pluriel, puisqu'en vertu de l'article 7 du projet, le gardien de la paix reçoit « immédiatement » deux cartes d'identification.

Article 11

Plutôt que de reproduire le contenu de l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007, l'article 11 du projet renverra à cette disposition légale pour préciser l'hypothèse dans laquelle la procédure fixée au chapitre VIII du projet s'applique.

Article 12

1. Il peut être utile de préciser que le dossier visé au 5° contient toutes les pièces sur lesquelles le bourgmestre compte se fonder pour prendre sa décision.
2. L'article 12 du projet devrait prévoir le droit de demander d'entendre des témoins. En effet, le principe général des droits de la défense, qui s'applique dans l'hypothèse où la mesure envisagée constitue une sanction, implique entre autres le droit pour le destinataire de la mesure envisagée de solliciter l'audition de témoins⁷.
3. Dans le texte néerlandais, il est prévu que l'intéressé est informé par le bourgmestre « via een aangetekende brief of tegen ontvangsmelding », ce qui est peu clair et ne correspond pas à la version française du texte.

La même observation vaut pour l'article 15.

⁷ C.E. (8^e ch.), 22 février 2018, n° 240.790, Villers.

4. En toute hypothèse, il convient de donner date certaine tant à l'envoi qu'à la réception de la notification de la lettre visée à l'article 12. En effet, d'une part, conformément à l'article 16 du projet, la décision du bourgmestre doit être notifiée « au plus tard six mois à compter de la date d'envoi de la lettre visée à l'article 12 ». D'autre part, les articles 14 et 15 du projet prévoient que l'intéressé dispose, à partir de la réception de la lettre précitée, de délais de quinze et trente jours pour consulter le dossier et communiquer au bourgmestre ses moyens de défense.

Pour donner date certaine à la réception d'une lettre recommandée, l'auteur du texte peut soit prévoir un accusé de réception, soit recourir à des présomptions : par exemple, celle qui prévoit que le destinataire d'un courrier recommandé a pu, en toute vraisemblance, avoir connaissance de la notification le troisième jour ouvrable qui suit la date de l'envoi de la notification, tout en permettant au destinataire de prouver que la notification ne lui est parvenue que plus tard ⁸.

La même observation vaut pour l'article 15.

Article 13

Le principe général des droits de la défense impose que la personne visée par la sanction, ainsi que celle qui l'assiste, puissent être présentes lors de l'audition de témoins ⁹. Ce n'est que si les témoins sont entendus à un stade antérieur de la procédure, durant la phase d'information, que la présence de l'intéressé n'est pas requise. Dans ce cas, il doit, par contre, être en mesure de pouvoir contredire les déclarations des témoins dans le cadre de la phase d'instruction, par exemple sur la base des procès-verbaux d'audition qui ont été établis ¹⁰.

L'alinéa 3 doit être revu pour prévoir la présence de l'intéressé et de la personne qui l'assiste aux auditions de témoins qui ont lieu après l'envoi de la lettre visée à l'article 12 du projet.

Articles 14, 15 et 17

Il est de jurisprudence constante qu'à défaut de disposition contraire, l'expression « jours ouvrables » exclut le dimanche et les jours fériés légaux, mais que, par contre, le samedi est un jour ouvrable ¹¹.

Si l'intention de l'auteur du projet consiste à ne pas considérer le samedi comme un jour ouvrable pour l'application des dispositions à l'examen, il devra compléter le projet en

⁸ Voir dans le même sens l'avis n° 63.275/2 donné le 2 mai 2018 sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 juin 2018 'relatif à la procédure de sanction administrative visée à la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63275.pdf>.

⁹ C.E. (6^e ch.), 17 février 1993, n° 41.995, Thunus ; C.E. (9^e ch.), 11 juin 2007, n° 172.081, Leyder.

¹⁰ C.E. (8^e ch.), 13 mars 2002, n° 104.643, Grogna-Dehuy ; C.E. (8^e ch.), 16 mars 2010, n° 201.926, Ville de Couvin.

¹¹ Voir par exemple C.E. (8^e ch.), 20 mai 2010, n° 204.165, Piret et C.E. (8^e ch.), 11 février 2014, n° 226.375, Libert.

indiquant que la notion de « jour ouvrable » désigne tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

Article 15

1. Dans la version française du texte, il y a lieu d'écrire « l'article 12 » au lieu de « l'article 5 ».
2. L'auteur du texte doit prévoir un dispositif pour l'hypothèse où aucune note de défense n'est communiquée au bourgmestre dans le délai prévu par la disposition en projet, sachant que le principe général des droits de la défense impose, en principe, la tenue d'une audition ¹².

Article 16

1. Les deux versions linguistiques du texte ne correspondent pas.
2. Afin d'éviter toute controverse, le texte doit être précisé pour déterminer si c'est l'envoi par le bourgmestre de la notification de la décision ou la réception de cet envoi par l'intéressé qui doit intervenir dans le délai de six mois visé à l'article 16 du projet.

Il a en effet déjà été considéré par le Conseil d'État que, lorsque c'est l'autorité qui doit notifier un acte dans un certain délai, c'est la réception de la notification qui doit intervenir dans ce délai ¹³.

3. En toute hypothèse, il convient de donner date certaine à l'envoi et surtout à la réception de cette notification. En effet, d'une part, conformément à l'article 17 du projet, le délai prévu pour informer l'administration d'une décision de retrait court « à compter de la date d'envoi de la notification visée à l'article 16 ». D'autre part, les délais pour introduire les recours contre la décision de retrait ne peuvent courir qu'à partir de la réception de la notification de cette décision, ce qui implique de donner date certaine également à la réception de ce courrier ¹⁴.

¹² C.E. (6^e ch.), 7 octobre 2009, n° 196.686, Piront ; C.E. (8^e ch.), 14 novembre 2001, n° 100.858, Vantieghem.

¹³ C.E. (8^e ch.), 22 décembre 2017, n° 240.292, Kazmierczak ; C.E. (8^e ch.), 2 février 2016, n° 233.698, Lambert ; C.E. (8^e ch.), 13 novembre 2015, n° 232.904, Joskin ; C.E. (8^e ch.), 11 février 2014, n° 226.375, Libert ; C.E. (8^e ch.), 20 mai 2010, n° 204.165, Piret ; C.E. (8^e ch.), 18 février 2004, n° 128.250, Joachim.

¹⁴ La Cour constitutionnelle consacre la théorie de la réception, selon laquelle les dispositions en vertu desquelles le délai pour accomplir certains actes prend cours le jour de l'envoi d'une décision sont contraires au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination. Voir C.C., 17 décembre 2003, n° 170/2003, B.6 et note d'observations J.-FR. VAN DROOGHENBROECK, « Revirement spectaculaire : détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception », *J.T.*, 2004, p. 47. Voir également C.C., 15 mars 2006, n° 43/2006, B.10 à B.12 ; 19 décembre 2007, n° 162/2007, B.3 à B.5 et 2 juin 2010, n° 66/2010, B.11 à B.14. Voir encore l'avis n° 63.275/2 précité.

Article 17

1. Le texte français, qui fait état d'un « délai de 15 jours ouvrables », ne correspond pas au texte néerlandais, qui prévoit que le bourgmestre transmet sa décision à l'administration « binnen de veertien werkdagen ».
2. Le texte doit préciser ce qu'il entend par « courrier officiel ».

Article 18

Tel qu'il est rédigé, l'article 18 du projet est dépourvu de portée normative et doit être omis.

L'article 19 sera adapté en conséquence.

Article 19

Les fonctionnaires désignés par le Roi sont, en vertu de l'article 17, § 2, de la loi du 15 mai 2007, chargés de « contrôle[r] l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution ».

L'article 19 du projet, qui ne semble viser que le contrôle du port de la carte d'identification lors de l'exercice des fonctions, doit être réécrit pour mieux tenir compte de la portée de l'article 17, § 2, précité.

Article 20

Par souci de clarté, l'article 20 du projet sera rédigé comme il suit :

« La carte d'identification en circulation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté peut être utilisée valablement, dans le respect de la loi, jusqu'au moment où le gardien de la paix ou le gardien de la paix-constatateur dispose de sa nouvelle carte ».

Article 21

Les pouvoirs d'exécution que porte la disposition examinée devant perdurer dans le temps, il y a lieu, dans l'article d'exécution, de désigner non pas le ministre individuellement par la mention du titre qu'il porte au moment de l'adoption de l'arrêté mais de charger de cette exécution le ministre qui a et aura en charge la matière précise réglée par l'arrêté, en y renvoyant ¹⁵.

¹⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 167 et formule F 4-7-1.

OBSERVATIONS DE FORME

1. Comme en témoignent plusieurs observations formulées dans le présent avis, le projet contient d'importantes distorsions entre le texte français et le texte néerlandais ; il comprend même un article 4 qui n'existe que dans la version néerlandaise.

Il est regrettable que la section de législation ait été saisie d'un texte comportant des discordances aussi importantes, qui le rendent incertain quant à sa portée.

Il convient de les redresser.

2. Chacune des deux versions comporte de graves lacunes de correction de la langue, auxquelles il faut également remédier.

3. L'usage de parenthèses rend incertaine la signification des termes « gardien de la paix(-constatateurs) » et doit être évité¹⁶. En l'occurrence, il peut donner l'impression que les dispositions en cause ne s'appliquent qu'aux seuls gardiens de la paix qui sont gardiens de la paix-constatateurs au sens de la loi du 15 mai 2007.

4. Il n'y a pas lieu d'utiliser le terme de « ville », la loi du 15 mai 2007 et le projet d'arrêté n'établissant aucun régime distinct entre les villes et les communes.

*

¹⁶ *Ibidem*, recommandation n° 86.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. De akkoordbevinding van de minister bevoegd voor de begroting is vereist overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole’, aangezien uit de nota aan de Inspectie van Financiën blijkt dat door het ontwerp van koninklijk besluit nieuwe uitgaven kunnen ontstaan.

2. Volgens artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 ‘tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel’, wordt “4° de tuchtregeling” beschouwd als een grondregeling in verband met het administratief statuut.

In de artikelen 11 tot 17 van het ontwerpbesluit wordt de procedure bepaald voor de tijdelijke of definitieve intrekking van de identificatiekaart van een gemeenschapswacht in het geval waarin deze de wet, de uitvoeringsbesluiten ervan of het reglement van interne orde niet in acht neemt. De wet in kwestie is die van 15 mei 2007 ‘tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet’. In die wet zijn onder andere regels vervat waarbij de rechten en de plichten worden vastgesteld die gelden voor het beroep van gemeenschapswacht, voor het gedrag dat laatstgenoemde moet vertonen alsook voor zijn relaties met het publiek en met de politiediensten. Die regels kunnen omschreven worden als deontologische regels die eigen zijn aan het beroep van gemeenschapswacht.¹

Wat het reglement van interne orde betreft dat door de gemeenschapswacht eveneens in acht genomen moet worden, wordt in artikel 9 van de wet van 15 mei 2007 uitdrukkelijk bepaald dat het “de deontologische regels” dient te bevatten “waaraan de gemeenschapswachten en de gemeenschapswachten-vaststellers moeten voldoen”.

Zoals blijkt uit het opschrift zelf van het ontworpen besluit wordt in de intrekking van de identificatiekaart voorzien “bij wijze van sanctie”. In de parlementaire voorbereiding van

¹ Zo wordt bij voorbeeld in artikel 15 van de wet van 15 mei 2007 het volgende bepaald:

“De gemeenschapswachten en de gemeenschapswachten-vaststellers brengen aan de lokale politie van het grondgebied waar ze hun taken uitoefenen, onverwijld alle feiten ter kennis die een wanbedrijf of een misdaad uitmaken.

De gemeenschapswachten verstrekken, telkens een ambtenaar van een bevoegde dienst erom verzoekt, de inlichtingen waarover zij in het kader van hun werkzaamheden kennis hebben.

De verplichtingen, bedoeld in dit artikel, worden uitgeoefend conform het reglement van inwendige orde”.

de wet van 15 mei 2007 wordt in de memorie van toelichting eveneens het volgende bepaald: “[De lokale overheid] dient er tevens op toe te zien dat deze beambten [de gemeenschapswachten] hun opdrachten uitvoeren met inachtneming van deze tekst en dient in geval van niet-naleving hiervan de nodige sancties op te leggen”.²

Wanneer de sanctie opgelegd wordt wegens niet-naleving van een deontologische verplichting, is ze van tuchtrechtelijke aard.

Daaruit volgt dat, overeenkomstig artikel 2, § 2, van de wet van 19 december 1974, over de artikelen 11 tot 17 van het ontwerpbesluit met de vakbonden onderhandeld moet worden.

Uit het dossier blijkt niet dat dit vormvereiste vervuld zou zijn.

3. De steller van het ontwerp moet erop toezien dat de voornoemde voorafgaande vormvereisten worden vervuld en moet daarvan melding maken in de aanhef.

Indien het voorontwerp na die raadpleging inhoudelijk zou moeten worden gewijzigd op punten die losstaan van wat uit dit advies voortvloeit, zou het opnieuw om advies moeten worden ingediend bij de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKING

In artikel 12, § 1, eerste lid, van de wet van 15 mei 2007 wordt bepaald dat het model van de identificatiekaart van de gemeenschapswachten en de gemeenschapswachten-vaststellers “door de minister van Binnenlandse Zaken wordt vastgesteld”.

Gelet op deze wetsbepaling mag dat model niet worden vastgesteld bij het ontworpen koninklijk besluit.³

Bijgevolg dient artikel 2 van het ontwerp weggelaten te worden, alsook de bijlage die daarbij is gevoegd, en moeten de woorden “van het model van identificatiekaart en” uit het opschrift van het ontwerp worden geschrapt.

² Wetsontwerp ‘tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet’, memorie van toelichting, *Parl.St.* Kamer 2006-07, nr. 51-3009/001, 18 en 19 (bespreking van artikel 17).

³ Zie in die zin advies 40.694/1, op 29 juni 2006 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 23 november 2006 ‘tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tussenkomt in de kosten van menselijk volbloed en sommige labiele bloedproducten’, opmerking 3 over de strekking en de rechtsgrond van het ontwerp, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/40694.pdf>.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

De woorden “schorsing of” moeten uit het opschrift worden weggelaten, aangezien in artikel 17, § 1, eerste lid, van de wet van 15 mei 2007 enkel wordt bepaald dat de identificatiekaart “tijdelijk of definitief” kan worden ingetrokken bij wijze van sanctie voor de gemeenschapswacht die de wet, haar uitvoeringsbesluiten of het reglement van inwendige orde niet in acht neemt.

AANHEF

1. Het eerste en het tweede lid van de aanhef verwijzen respectievelijk naar de artikelen 12 en 17 van de wet van 15 mei 2007 als rechtsgrond voor het onderzochte ontwerp.

Wat betreft de verwijzing naar artikel 12 van de wet van 15 mei 2007, dient opgemerkt te worden dat deze bepaling geen enkele bijzondere machtiging verleent aan de Koning om de normen vervat in het onderzochte ontwerp vast te stellen. De artikelen 3 tot 5, met inbegrip van artikel 4 dat enkel in de Nederlandse tekst van het ontwerp opgenomen is, de artikelen 7 tot 10 en artikel 20 van het ontwerp geven uitvoering aan artikel 12 van de wet van 15 mei 2007, maar alleen op grond van artikel 108 van de Grondwet, dat dus ook samen met het voornoemde artikel 12 vermeld moet worden in de aanhef van het ontwerp.

Bijgevolg moeten de eerste twee leden van de aanhef gesteld worden als volgt:

“Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119*bis* van de nieuwe gemeentewet, de artikelen 12 en 17, §§ 1 en 2;”.

2. Het derde lid dient als volgt te worden geredigeerd:

“Gelet op advies 63.916/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.⁴

3. Er wordt verwezen naar de opmerkingen die geformuleerd zijn over de voorafgaande vormvereisten en naar de noodzaak om de aanhef te vervolledigen teneinde erin te vermelden dat voldaan is aan alle juridisch verplichte vormvereisten.

4. In de voordrachtfomule moeten de woorden “en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers” worden weggelaten.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2, bij analogie.

Over het ontwerpbesluit moet immers geen overleg worden gepleegd in de Ministerraad. In het voorliggende dossier is er overigens geen sprake van een dergelijk overleg.⁵

DISPOSITIEF

Artikel 1

De definitie die gegeven wordt onder 2° moet worden weggelaten aangezien het begrip “organiserende gemeente” reeds omschreven wordt in artikel 2, eerste lid, van de wet van 15 mei 2007 en begrippen die reeds gebezigd worden in de wet, gedefinieerd noch geparafraseerd mogen worden in een uitvoeringsbesluit, tenzij er een uitdrukkelijke machtiging in die zin voorhanden is (er is *in casu* geen sprake van zulk een machtiging), omdat anders het gevaar bestaat dat het aldus geherdefinieerde wettelijke begrip een heel andere betekenis zou kunnen krijgen. Overigens spreekt het vanzelf dat, in het kader van het ontwerp, met “organiserende gemeente” alleen de gemeente bedoeld wordt waarvan sprake is in artikel 2 van de wet van 15 mei 2007, zodat die definitie hoe dan ook nutteloos is.

Artikelen 4 tot 6 (van zowel de Nederlandse als de Franse tekst)

1. De ontworpen bepalingen regelen de verzameling, de bewaring en de verwerking van persoonsgegevens door “de administratie”, zijnde de directie Lokale Integrale Veiligheid bij de algemene directie Veiligheid en Preventie bij de FOD Binnenlandse Zaken. Die bepalingen hebben noodzakelijkerwijs een weerslag op het privéleven. Uit artikel 22 van de Grondwet volgt echter dat enkel de wetgever nadere regels mag vaststellen inzake het recht op eerbiediging van het privéleven.⁶

In de nota aan de Inspectie van Financiën wordt gepreciseerd dat deze gegevensbank ervoor moet zorgen “d’avoir (...) une meilleure vue sur le nombre effectif de Gardiens de la paix en activité” daar de “SPF Intérieur ne dispose pas d’une vue précise du nombre de gardiens de la paix exerçant leur activité après avoir satisfait aux conditions d’exercice définies par la loi”. Hoewel artikel 12 van de wet van 15 mei 2007 bepaalt welke gegevens vermeld moeten worden op de identificatiekaart van de gemeenschapswachten en de minister van Binnenlandse Zaken ermee belast om deze kaart af te geven, voorziet het evenwel niet in de oprichting van een gegevensbank “met de gegevens van alle gemeenschapswachten”. Geen enkele andere wet lijkt een rechtsgrond op te leveren voor de oprichting van de gegevensbank waarin het ontwerp voorziet.

Aangezien artikel 6 geen rechtsgrond bezit, dient het dus te worden weggelaten.

⁵ *Ibidem*, aanbeveling 42.

⁶ De afdeling Wetgeving heeft zich in die zin uitgesproken in advies 57.573/4, op 17 juni 2015 gegeven over een ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘tot oprichting van een feitelijke vereniging met het oog op de uitrol van een videobeveiligingssysteem’.

2. Voorts wordt in paragraaf 2 van artikel 12 van de wet van 15 mei 2007 het volgende gepreciseerd: “De identificatiekaart wordt uitgereikt door de minister van Binnenlandse Zaken nadat hij heeft vastgesteld dat de betrokkene voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 8”. Welnu, de gegevens die de organiserende gemeente moet bezorgen aan de administratie en die vermeld worden in artikel 5 van het ontwerp zijn niet van die aard dat de minister van Binnenlandse Zaken op grond daarvan kan uitmaken of voldaan is aan de voorwaarden bepaald in artikel 8 van de wet.

De artikelen 4 en 5 moeten dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 8

1. De eerste zin van artikel 8 moet worden weggelaten aangezien in artikel 12, § 1, tweede lid, van de wet van 15 mei 2007 zelf ook wordt bepaald dat de identificatiekaart geldig is voor een periode van vijf jaar.

2. Overeenkomstig artikel 12, § 2, van die wet zou de minister van Binnenlandse Zaken op grond van de procedure voor hernieuwing moeten kunnen vaststellen dat aan de voorwaarden bepaald in artikel 8 van dezelfde wet nog steeds is voldaan vooraleer hij een nieuwe identificatiekaart afgeeft.

3. Het ontworpen artikel 8 moet in het licht van die opmerkingen worden herzien.

Artikel 9

Het verdient aanbeveling om de woorden “de kaart” in het meervoud te schrijven, aangezien krachtens artikel 7 van het ontwerp de gemeenschapswacht “onmiddellijk” twee identificatiekaarten ontvangt.

Artikel 11

In plaats van de inhoud te herhalen van artikel 17, § 1, eerste lid, van de wet van 15 mei 2007, zou in artikel 11 van het ontwerp verwezen moeten worden naar die wetsbepaling om aan te geven in welk geval de procedure die vastgesteld wordt in hoofdstuk VIII van het ontwerp van toepassing is.

Artikel 12

1. Het zou nuttig kunnen zijn om te preciseren dat het dossier waarvan sprake is in 5° alle stukken bevat waarop de burgemeester van plan is te steunen om zijn beslissing te nemen.

2. In artikel 12 van het ontwerp zou moeten worden voorzien in het recht om te verzoeken dat getuigen gehoord worden. Het algemene beginsel dat de rechten van verdediging moeten worden geëerbiedigd, dat van toepassing is in het geval waarin de beoogde maatregel een sanctie vormt, veronderstelt immers onder andere dat de adressaat van de beoogde maatregel het recht heeft om te vragen dat getuigen worden gehoord.⁷

3. In de Nederlandse tekst wordt bepaald dat de belanghebbende door de burgemeester “via een aangetekende brief of tegen ontvangstmelding” op de hoogte wordt gebracht, hetgeen niet echt duidelijk is en niet overeenstemt met de Franse tekst van het ontwerp.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15.

4. Er moet hoe dan ook een vaste datum worden gegeven aan zowel het versturen als de ontvangst van de kennisgeving van de brief waarvan sprake is in artikel 12. Zo moet enerzijds immers, overeenkomstig artikel 16 van het ontwerp, van de beslissing van de burgemeester kennis worden gegeven na “uiterlijk zes maanden, te rekenen vanaf de datum van overmaken van de verzending bedoeld in artikel 12”. Anderzijds wordt in de artikelen 14 en 15 van het ontwerp bepaald dat de belanghebbende, vanaf de datum van ontvangst van de voornoemde brief, over termijnen van vijftien en dertig dagen beschikt om het dossier te raadplegen en aan de burgemeester zijn verdedigingsmiddelen ter kennis te brengen.

Om een vaste datum te geven aan de ontvangst van een aangetekend schrijven kan de steller van de tekst hetzij voorzien in een ontvangstbewijs, hetzij werken met vermoedens: bijvoorbeeld het vermoeden dat de geadresseerde van een aangetekend schrijven naar alle waarschijnlijkheid kennis heeft kunnen nemen van de kennisgeving de derde werkdag na de dag van de verzending van de kennisgeving, waarbij aan de geadresseerde de mogelijkheid wordt gegeven te bewijzen dat de kennisgeving hem pas later heeft bereikt.⁸

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15.

Artikel 13

Het algemene beginsel van de rechten van verdediging schrijft voor dat de persoon op wie de sanctie betrekking heeft, alsook de persoon die deze bijstaat, aanwezig kunnen zijn tijdens het verhoor van de getuigen.⁹ Enkel wanneer de getuigen gehoord worden op een eerder ogenblik van de procedure, namelijk tijdens de informatiefase, is de aanwezigheid van de belanghebbende niet vereist. In dat geval moet hij evenwel de kans krijgen de verklaringen van

⁷ RvS (8^e kamer) 22 februari 2018, nr. 240.790, Villers.

⁸ Zie in dezelfde zin advies 63.275/2, op 2 mei 2018 gegeven over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het koninklijk besluit van 6 juni 2018 ‘betreffende de administratieve sanctieprocedure bedoeld in de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63275.pdf>.

⁹ RvS (6^e kamer) 17 februari 1993, nr. 41.995, Thunus; RvS (9^e kamer) 11 juni 2007, nr. 172.081, Leyder.

de getuigen te weerleggen in het kader van de onderzoeksfase, bijvoorbeeld op grond van de processen-verbaal van verhoor die zijn opgesteld.¹⁰

Het derde lid moet worden herzien om te voorzien in de aanwezigheid van de belanghebbende en de persoon die hem bijstaat tijdens het verhoor van de getuigen dat plaatsvindt nadat de brief waarvan sprake is in artikel 12 van het ontwerp, verzonden is.

Artikelen 14, 15 en 17

Volgens een vaste rechtspraak vallen zondagen en wettelijke feestdagen behoudens andersluidende bepaling niet onder het begrip “werkdagen”, maar zijn zaterdagen daarentegen wel werkdagen.¹¹

Indien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om zaterdagen niet te beschouwen als een werkdag wat betreft de toepassing van de voorliggende bepalingen, dient hij het ontwerp aan te vullen met de vermelding dat het begrip “werkdag” betrekking heeft op alle dagen behalve zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen.

Artikel 15

1. In de Franse tekst schrijve men “l’article 12” in plaats van “l’article 5”.
2. De steller van de tekst dient te voorzien in een regeling voor het geval waarin aan de burgemeester geen enkel verweerschrift wordt bezorgd binnen de termijn die wordt vastgesteld bij de ontworpen bepaling, ervan uitgaande dat krachtens het algemene beginsel van de rechten van verdediging in beginsel een verhoor gehouden moet worden.¹²

Artikel 16

1. De twee taalversies van de tekst stemmen niet overeen.
2. Teneinde elke verwarring te vermijden, dient in de tekst verduidelijkt te worden of het de bedoeling is dat de burgemeester binnen de termijn van zes maanden waarvan sprake is in artikel 16 van het ontwerp de kennisgeving van de beslissing verstuurt, dan wel of de belanghebbende die kennisgeving binnen die termijn dient te ontvangen.

¹⁰ RvS (8^e kamer) 13 maart 2002, nr. 104.643, Grogna-Dehuy; RvS (8^e kamer) 16 maart 2010, nr. 201.926, Stad Couvin.

¹¹ Zie bijvoorbeeld RvS (8^e kamer) 20 mei 2010, nr. 204.165, Piret en RvS (8^e kamer) 11 februari 2014, nr. 226.375, Libert.

¹² RvS (6^e kamer) 7 oktober 2009, nr. 196.686, Piront; RvS (8^e kamer) 14 november 2001, nr. 100.858, Vantieghem.

Er is immers reeds door de Raad van State geoordeeld dat wanneer de overheid een handeling binnen een bepaalde termijn ter kennis moet brengen, de ontvangst van die kennisgeving binnen die termijn moet plaatsvinden.¹³

3. Hoe dan ook moet een vaste datum bepaald worden voor de verzending en vooral voor de ontvangst van die kennisgeving. Zo begint immers, enerzijds, overeenkomstig artikel 17 van het ontwerp, de termijn voor het inlichten van de administratie over een beslissing tot intrekking te lopen “vanaf de datum van overmaken van de kennisgeving bedoeld in artikel 16”. Anderzijds nemen de termijnen voor het instellen van een beroep tegen de beslissing tot intrekking pas een aanvang bij de ontvangst van de kennisgeving van die beslissing, hetgeen erop neerkomt dat ook voor de ontvangst van dat schrijven een vaste datum opgegeven moet worden.¹⁴

Artikel 17

1. De Franse tekst, waarin melding wordt gemaakt van een “délai de 15 jours ouvrables” stemt niet overeen met de Nederlandse tekst, waarin staat dat de burgemeester de administratie op de hoogte brengt van zijn beslissing “binnen de veertien werkdagen”.

2. In de tekst moet worden verduidelijkt wat bedoeld wordt met “officieel schrijven”.

Artikel 18

Zoals artikel 18 van het ontwerp thans is gesteld, is het niet van regelgevende aard en moet het worden weggelaten.

Artikel 19 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 19

De door de Koning aangewezen ambtenaren zijn, krachtens artikel 17, § 2, van de wet van 15 mei 2007 belast met het “toezicht op de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten”.

¹³ RvS (8^e kamer) 22 december 2017, nr. 240.292, Kazmierczak; RvS (8^e kamer) 2 februari 2016, nr. 233.698, Lambert; RvS (8^e kamer) 13 november 2015, nr. 232.904, Joskin; RvS (8^e kamer) 11 februari 2014, nr. 226.375, Libert; RvS (8^e kamer) 20 mei 2010, nr. 204.165, Piret; RvS (8^e kamer) 18 februari 2004, nr. 128.250, Joachim.

¹⁴ Het Grondwettelijk Hof huldigt de theorie van de ontvangst, die zegt dat bepalingen krachtens welke de termijn voor het stellen van bepaalde rechtshandelingen, ingaat op de dag van de verzending van een beslissing, in strijd zijn met het grondwettelijke beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie. Zie GwH 17 december 2003, nr. 170/2003, B.6 en nota met opmerkingen J.-FR. VAN DROOGHENBROECK “Revirement spectaculaire: détermination de la date de notification par application de la théorie de la réception”, *J.T.*, 2004, 47. Zie eveneens GwH 15 maart 2006, nr. 43/2006, B.10 tot B.12; GwH 19 december 2007, nr. 162/2007, B.3 tot B.5 en GwH 2 juni 2010, nr. 66/2010, B.11 tot B.14. Zie voorts het voornoemde advies 63.275/2.

Artikel 19 van het ontwerp, dat enkel betrekking lijkt te hebben op de controle op het dragen van de identificatiekaart in de uitvoering van hun functie, moet worden herschreven zodat het beter aansluit bij de strekking van het voornoemde artikel 17, § 2.

Artikel 20

Ter wille van de duidelijkheid zou artikel 20 van het ontwerp gesteld moeten worden als volgt:

“De identificatiekaart die in omloop is op de datum waarop dit besluit in werking treedt, mag op geldige wijze worden gebruikt, met inachtneming van de wet, tot op het ogenblik waarop de gemeenschapswacht of de gemeenschapswacht-vaststeller over zijn nieuwe kaart beschikt”.

Artikel 21

Aangezien de uitvoeringsbevoegdheden waarin de voorliggende bepaling voorziet in de tijd moeten voortduren, hoort in de uitvoeringsbepaling de minister niet persoonlijk te worden aangewezen met de vermelding van de titel die hij bezit op het ogenblik van de vaststelling van het besluit maar dient met deze uitvoering te worden belast de minister die bevoegd is en bevoegd zal zijn voor de welbepaalde aangelegenheid die door het besluit wordt geregeld, door ernaar te verwijzen.¹⁵

VORMOPMERKINGEN

1. Zoals gebleken is uit verschillende opmerkingen die in dit advies zijn geformuleerd, bevat het ontwerp aanzienlijke discordanties tussen de Nederlandse en de Franse tekst; zo bevat het zelfs een artikel 4 dat alleen in de Nederlandse tekst opgenomen is.

Het is betreurenswaardig dat de afdeling Wetgeving om advies wordt gevraagd over een tekst die zo aanzienlijke tegenstrijdigheden bevat, waardoor de draagwijdte ervan twijfelachtig wordt.

Deze verschillen dienen te worden weggewerkt.

2. Beide taalversies vertonen ernstige tekortkomingen op taalkundig vlak die eveneens moeten worden verholpen.

¹⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 167 en formule F 4-7-1.

3. Het gebruik van haakjes maakt de betekenis van het begrip “gemeenschapswacht (-vaststeller)” onduidelijk en moet dan ook achterwege worden gelaten.¹⁶ *In casu* kan de indruk ontstaan dat de betreffende bepalingen enkel van toepassing zijn op de gemeenschapswachten die gemeenschapswachten-vaststellers zijn als bedoeld in de wet van 15 mei 2007.

4. Het woord “stad” moet niet worden gebezigd, aangezien noch in de wet van 15 mei 2007, noch in het ontwerpbesluit voorzien wordt in een aparte regeling voor steden en gemeenten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT

¹⁶ *Ibidem*, aanbeveling 86.